

La souveraineté alimentaire

Bertille Legat et
Pierre Paradeis

La crise financière éclipse d'autres crises pourtant plus longues et plus structurelles, comme la crise alimentaire. Même si la planète a la capacité de produire les 2.400 calories quotidiennes nécessaires aux six milliards d'êtres humains, un enfant qui vient de naître a une "chance" sur six de souffrir de la faim dans sa vie.

Cette probabilité augmente considérablement s'il naît sur le continent africain (le plus touché), dans un pays d'Amérique du Sud ou du Proche et Moyen-Orient.

Qu'entendons-nous par "souveraineté alimentaire" ?

La notion de souveraineté alimentaire défend la nécessité de laisser la possibilité aux pays de mettre en place des politiques agricoles adaptées à leurs propres besoins, sans impacter négativement sur les populations d'autres pays. En somme, il s'agit avant tout d'engager les pays à nourrir leur population avec les ressources de leur territoire, non comme une forme d'autarcie alimentaire avec des frontières fermées mais en privilégiant la production locale pour la consommation locale. Elle s'oppose à l'organisation actuelle des marchés agricoles mises en œuvre par l'Organisation mondiale du commerce qui privilégie la production et l'exportation comme piliers du développement et donc de la sécurité alimentaire. Même si nous ne sommes pas tous égaux devant les capacités agricoles de nos territoires il ressort que le problème de la faim est largement dépendant de l'organisation sociale et économique des pays et des politiques imposées par les pays industrialisés.

Pour en savoir plus, nous avons rencontré Chloé Kolb, une des responsables de l'information de l'ONG luxembourgeoise "SOS Faim" qui appuie des programmes afin d'améliorer les conditions de vie des populations, actrices de leur propre développement.

Pouvez-vous nous présenter l'ONG SOS Faim ?

L'ONG SOS Faim a été créée en 1993 au Luxembourg mais elle existe depuis 1964 en Belgique. Son but principal est la lutte contre la faim; nous sommes présents dans une dizaine de pays d'Afrique. Nous soutenons des organisations locales d'agriculteurs et des institutions de micro-finance. En effet, on constate que la majorité des personnes qui souffrent de la faim vivent en milieu rural, ainsi une solution pour



La majorité des personnes qui souffrent de la faim vivent en milieu rural

lutter contre ce fléau est de soutenir l'agriculture familiale. Pour cela, il faut favoriser l'accès au crédit aux paysans locaux pour qu'ils puissent investir dans leur activité. D'autre part nous animons des cours d'éducation au développement, dans les lycées du Grand-Duché, pour amener les personnes à réfléchir sur les relations Nord/Sud et les sensibiliser à changer leur comportement. Les acteurs de la société civile jouent un grand rôle pour traiter des problèmes liés à la faim. Oui, nous soutenons les acteurs de la société civile des pays en difficultés, les organisations paysannes par exemple. Elles doivent se faire entendre auprès de leur propre Etat pour défendre leurs droits.

Mea-culpa de la banque mondiale

Au Niger, il y a maintenant environ la moitié des agriculteurs qui font partie d'organisations locales paysannes, leur capacité de pression en est que plus forte. Ces pays qui sont devenus indépendants, dans les années 60, ont été poussés par les grandes institutions mondiales à développer des cultures de rente telles que le cacao, le thé ou le café, afin de vendre la production aux pays développés. Ainsi ces pays ont une alimentation issue de l'importation, ils n'ont pas de cultures vivrières pour nourrir leur population car leur investissement n'a pas servi à

cela. La Banque mondiale a fait son mea-culpa l'année dernière par le biais d'un rapport, en remettant en avant le rôle primordial de l'agriculture dans les pays en développement.

On a vu récemment que les institutions se sont mobilisées pour remédier à la crise financière en quelques jours. Pourquoi n'en est-il pas de même pour la crise alimentaire ?

„Cela est triste à dire, mais cette différence est due au fait qu'il n'y a pas les mêmes enjeux. Il est apparemment plus facile de sauver des banques que des personnes qui souffrent de la faim! Aujourd'hui, l'aide publique au développement est en constante diminution. Le Luxembourg est un des rares pays (avec le Dane-

mark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède) qui a atteint le seuil de 0,7% d'aide publique au développement, mais malheureusement ce n'est pas suffisant pour irradier la faim dans le monde.

Actuellement, un débat sur la politique agricole commune a lieu pour réinvestir un surplus d'un milliard d'euros dans l'aide à l'agriculture en Afrique. Le Luxembourg approuve mais certains pays européens s'y opposent. Ce débat illustre le manque de volonté politique dans la crise alimentaire. Pour l'instant, les sociétés civiles sont les seules qui tiennent la sonnette d'alarme.

La notion de souveraineté alimentaire est-elle une réponse adaptée au problème ?

„On parle autant de la souveraineté alimentaire pour les pays du Nord que pour les pays du Sud. On s'est aperçu que si l'agriculture européenne se porte relativement bien, c'est grâce à la mise en place après la Seconde Guerre mondiale d'une politique agricole commune qui lui a permis de soutenir ses agriculteurs pour nourrir sa population. Si l'on demande aujourd'hui la mise en place d'une souveraineté alimentaire dans les pays du Sud, c'est pour permettre aux pays concernés de pouvoir investir de la même manière que nous l'avons fait.

L'OMC prône une ouverture des frontières, une libéralisation des biens agricoles, mais cela a des répercussions néfastes sur les pays en difficulté, leur agriculture

ne peut faire face à la concurrence. Il est évident que l'agriculture doit être traitée à part, car de cette dernière dépend l'alimentation de millions de personnes.

Quels sont les moyens que vous utilisez en dehors de l'aide directe aux projets locaux ?

„Ce sont essentiellement des campagnes de plaidoyers et de lobbying, autant ici au Luxembourg que dans les pays du Sud où nous intervenons. Il faut dire que nous avons la chance que le ministre de la coopération et de l'action humanitaire Jean-Louis Schiltz défend lui-même ce principe de souveraineté alimentaire.

Dans les pays du Sud, nous intervenons à deux niveaux: il y a des campagnes tant pour la population que pour les hommes politiques; et ce sont principalement des campagnes d'information. Par exemple, au Niger, nous essayons de véhiculer la notion de souveraineté alimentaire à travers la consommation de produits locaux et pour ce faire nos collaborateurs sur place organisent des concours culinaires avec des recettes locales, des affiches, des rencontres avec les agriculteurs. Mais pour toucher les politiques nous organisons des campagnes de plaidoyers.

INFOBOX AIDE PUBLIQUE

o 0,7 pour cent

Les Nations unies estiment que les pays développés devraient consacrer 0,7 pour cent de leur revenu national brut à l'aide publique au développement. Seuls quelques pays d'Europe (le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède) suivent actuellement cette recommandation.

Cette page a été réalisée en collaboration avec l'Institut européen de l'économie solidaire

Le Conseil d'administration du Ripess à Montevideo

En attendant Lux'09

Catherine Van Ouytsel et Eric Lavillunière de l'Institut européen de l'économie solidaire (Inees) se sont rendus à Montevideo (Uruguay) où se déroulaient du 20 au 24 octobre un Conseil d'administration du Ripess (Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire) et la 3^e rencontre latino-américaine de l'économie solidaire et du commerce équitable.

Dans un premier temps le Ripess décidait de participer au prochain Forum social de Belem

au Brésil (janvier 2009) afin d'assurer une présence forte des acteurs de l'économie autrement dans ce qui reste un des rares espaces de confrontations des idées pour les organisations de la société civile.

Deux axes importants

Deux axes importants ont été mis en avant: la rencontre avec les autres mouvements sociaux et tout particulièrement les syndicats

avec lesquels on peut avoir plus de force pour promouvoir des alternatives économiques et le commerce équitable. Le plus gros du travail était la préparation de Lux'09, les 4^e rencontres de globalisation de la solidarité qui auront lieu du 22 au 25 avril 2009 à Esch-sur-Alzette.

Les partenaires ont été très inquiets de voir que le budget n'a pas encore été bouclé pour son organisation et il a été décidé de lancer un grand plan de mobilisation des ONG de développement

pour financer les délégations du Sud de la planète et de l'Est de l'Europe.

Les organisateurs voudraient ainsi organiser un forum des donateurs en marge du forum. Les représentants de l'Inees ont indiqué qu'ils ne perdaient pas espoir, que le gouvernement luxembourgeois fasse un effort supplémentaire pour nous aider et démontrer que nous vivons dans un véritable paradis ... de la solidarité!

Lors des rencontres latino-

américaines les représentants des réseaux débattaient de la souveraineté alimentaire (cf. article sur SOS Faim) et des politiques publiques de soutien à l'économie sociale et solidaire de plus en plus nombreuses en Amérique latine. Lors de différents ateliers ils devaient échanger leurs pratiques, définir des stratégies continentales pour progresser et préparer leur venue à Lux'09.